

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Unité de Fabrication de Médicaments - Unimed

Siège Social : BP 38, ZI Kalaa Kébira – 4060, Sousse

La société UNIMED publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date 19 juin 2018. Ces états sont accompagnés du rapport général et spécial du commissaire aux comptes Mr FENDRI Abderrahmen.

Société « UNIMED »**BILAN**
(montants exprimés en dinars)**au 31 décembre**

Actifs	Notes	2017	2016
<u>ACTIFS NON COURANTS</u>			
<i>Actifs immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles		3 705 993	3 418 193
<i>Moins : amortissements</i>		<2 872 788>	<2 484 234>
	IV.1	833 205	933 959
Immobilisations corporelles		106 606 015	93 291 015
<i>Moins : amortissements</i>		<66 909 160>	<61 583 631>
	IV.2	39 696 855	31 707 384
Immobilisations financières		8 292 216	8 138 633
<i>Moins : Provisions</i>		<75 939>	<68 976>
	IV.3	8 216 277	8 069 657
Total des actifs immobilisés		48 746 337	40 711 000
Autres actifs non courants	IV.4	148 300	247 166
<u>Total des actifs non courants</u>		<u>48 894 637</u>	<u>40 958 166</u>
<u>ACTIFS COURANTS</u>			
Stocks		23 401 978	20 561 715
<i>Moins : Provisions</i>		<910 344>	<496 919>
	IV.5	22 491 634	20 064 796
Clients et comptes rattachés		15 076 888	14 149 577
<i>Moins : Provisions</i>		<1 174 997>	<1 164 552>
	IV.6	13 901 891	12 985 025
Autres actifs courants		5 953 274	4 965 384
<i>Moins : Provisions</i>		<312 203>	<280 658>
	IV.7	5 641 071	4 684 726
Placements courants & autres actifs financiers		-	3 000 000
Liquidités et équivalents de liquidités	IV.8	10 834 786	12 694 052
<u>Total des actifs courants</u>		<u>52 869 382</u>	<u>53 428 599</u>
<u>Total des actifs</u>		<u>101 764 019</u>	<u>94 386 765</u>

Société « UNIMED »

BILAN
(montants exprimés en dinars)

		au 31 décembre	
Capitaux propres et passifs	Notes	2017	2016
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Capital social		32 000 000	29 250 000
Réserves		38 045 393	36 331 755
Autres capitaux propres		44 686	82 525
Capitaux propres avant résultat de l'exercice		70 090 079	65 664 280
Résultat de l'exercice		12 532 575	11 044 888
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u>	IV.9	<u>82 622 654</u>	<u>76 709 168</u>
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Emprunts	IV.10	3 903 282	1 421 435
Autres passifs non courants	IV.11	1 053 234	837 483
<u>Total des passifs non courants</u>		<u>4 956 516</u>	<u>2 258 918</u>
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés	IV.12	4 851 799	6 645 885
Autres passifs courants	IV.13	7 869 708	6 256 921
Autres passifs financiers	IV.14	1 455 748	2 515 873
Concours bancaires		7 594	-
<u>Total des passifs courants</u>		<u>14 184 849</u>	<u>15 418 679</u>
<u>Total des passifs</u>		<u>19 141 365</u>	<u>17 677 597</u>
<u>Total des capitaux propres et passifs</u>		<u>101 764 019</u>	<u>94 386 765</u>

Société « UNIMED »

**Etat de Résultat
(montants exprimés en dinars)**

Exercice clos le 31 décembre

Etat de Résultat	Notes	2017	2016
Produits d'exploitation			
Revenus	V.1	70 345 051	64 861 921
Autres produits d'exploitation	V.2	68 778	53 295
Total des produits d'exploitation		70 413 829	64 915 216
Charges d'exploitation			
Variation des stocks des produits finis & encours	V.3	<753 356>	<1 125 015>
Achats d'approvisionnements consommés	V.4	<28 474 119>	<27 683 108>
Charges de personnel	V.5	<12 271 971>	<10 208 373>
Dotations aux amortissements et provisions	V.6	<6 993 152>	<5 924 331>
Autres charges d'exploitation	V.7	<6 907 335>	<6 079 281>
Total des charges d'exploitation		<55 399 933>	<51 020 108>
Résultat d'exploitation		15 013 896	13 895 108
Charges financières nettes	V.8	763 560	<305 894>
Revenus des placements	V.9	38 903	147 879
Autres gains ordinaires	V.10	106 357	717 855
Autres pertes ordinaires	V.11	<336 532>	<428 909>
Résultat des activités ordinaires avant impôt		15 586 184	14 026 039
Impôt sur les sociétés		<3 053 609>	<2 132 980>
Résultat des activités ordinaires après impôt		12 532 575	11 893 059
Eléments extraordinaires		-	<848 171>
Résultat net de l'exercice		12 532 575	11 044 888

Société « UNIMED »**Etat de Flux de Trésorerie
(montants exprimés en dinars)**

	Exercice clos le 31 décembre		
	Note	2017	2016
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		12 532 575	11 044 888
Ajustements pour :			
Amortissements & provisions		6 993 152	5 924 331
Plus ou moins-value sur cession d'Immo.		<95 678>	<40 642>
Q-P des subventions d'investissement		<37 839>	<28 047>
Ecart de conversion		-	<676 560>
Variation des stocks		<2 840 263>	<72 281>
Variation des créances		<927 311>	<3 185 282>
Variation des autres actifs		<987 890>	4 671 442
Variation des fournisseurs d'exploitation		<1 794 086>	2 475 300
Variation des autres dettes		1 653 302	940 652
Décassements pour Acqu. de placements courants		-	<6 000 000>
Encaissements suite à la cession de placements courants		3 000 000	5 090 029
<u>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</u>	VI.1	<u>17 495 962</u>	<u>20 143 830</u>
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décassements pour Acqu. d'Imm. Corp & Incorp.		<13 640 522>	<8 067 460>
Encaissements suite à la Cession d'Imm. Corp. & Incorp.		102 633	275 120
Décassements pour Acqu. d'Imm. Financières		<153 583>	<1 020 756>
Décassements pour Acqu. Autres ANC		-	<296 599>
<u>Flux de trésorerie affectés à l'investissement</u>	VI.2	<u><13 691 472></u>	<u><9 109 695></u>
Flux de trésorerie liés au financement			
Dividendes & autres distributions		<6 578 686>	<8 279 359>
Encaissements des subventions d'investissements		-	776 751
Encaissements d'emprunts		3 500 000	-
Remboursement d'emprunts		<2 592 664>	<2 320 933>
<u>Flux de trésorerie affectés au financement</u>	VI.3	<u><5 671 350></u>	<u><9 823 541></u>
<u>Variation de trésorerie</u>		<u><1 866 860></u>	<u>1 210 595</u>
<u>Trésorerie au début de la période</u>		<u>12 694 052</u>	<u>11 483 457</u>
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		<u>10 827 192</u>	<u>12 694 052</u>
<u>Liquidités à l'actif du bilan</u>		<u>10 834 786</u>	<u>12 694 052</u>
<u>Concours bancaires au passif du bilan</u>		<u><7 594></u>	<u>-</u>
<u>Trésorerie selon le bilan</u>		<u>10 827 192</u>	<u>12 694 052</u>

I. Présentation de la société

«UNIMED» est une société anonyme, de nationalité tunisienne, régie par le droit tunisien. Son capital s'élève au 31 décembre 2017 à 32.000.000 DT divisé en 32 000 000 actions de valeur nominale de 1 DT chacune.

Créée en 1989, «UNIMED» opère dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, et se spécialise particulièrement dans les produits stériles : les préparations injectables, les collyres destinés à une application ophtalmique et les solutions de perfusions.

Son activité s'étend sur le marché tunisien et à l'exportation. Son siège social est fixé à la zone industrielle Kalaa Kébira - Sousse.

Sur le plan fiscal, la société est soumise aux règles de droit commun. Elle est agréée par la loi 93-120 du 27 décembre 1993, portant promulgation du code des incitations aux investissements, titre II «Les incitations communes».

II. Faits significatifs de l'exercice

Les principaux faits et événements ayant marqué l'exercice 2017 sont :

- Le capital social a été augmenté par incorporation de réserves spéciales de réinvestissement pour une valeur de 2,75 MDT.
- Des dividendes d'un montant de 6,6 MDT (soit 0,225 DT par action) ont été distribués suite à la décision de l'assemblée générale ordinaire réunie en date du 23 mai 2017.
- Le 13 septembre 2017, la société UNIMED a reçu les résultats d'un contrôle fiscal couvrant la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015, et a déposé le 27 octobre sa réponse sur tous les points soulevés auprès des services concernés. La réponse de l'administration fiscale est parvenue en date du 20 avril 2018 et la deuxième réponse de la société sera déposée auprès des autorités compétentes le 02 mai 2018. Par ailleurs le management estime que les provisions constituées couvrent le risque fiscal effectif.
- La société a contracté un crédit auprès de la Banque de l'Habitat pour un montant de 3,5 MDT afin de boucler le schéma de financement du projet de tri génération d'énergie.
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles ont atteint, à la clôture de 2017, un total de 14 MDT contre 8,4 MDT pour l'année 2016, soit une hausse globale de 68%.
En effet, l'exercice 2017 a connu plusieurs axes d'investissement dont notamment des nouvelles machines de production et des travaux de génie civil pour le nouveau Bloc pour 10,4 MDT.

III. Principes, Règles et Méthodes Comptables

La comptabilité générale de «Unimed» est informatisée, le traitement informatique permet la saisie des écritures comptables et l'édition des balances, journaux et grands livres.

Les présents états financiers de la société "Unimed" ont été arrêtés conformément aux normes comptables tunisiennes telles que prévues par la Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ; et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière. Les états financiers de l'année 2017 ont été

préparés par référence aux mêmes principes et méthodes comptables utilisés dans les états financiers arrêtés au 31 décembre 2016.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

III.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinars tunisien.

III.2 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par la société figurent au niveau des actifs non courants pour leurs coûts d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Concessions, brevets & licences	20%
- Logiciels	33%
- Constructions	5%
- Matériels et outillages industriels	15%
- Matériels de transport	20%
- Matériels informatiques	33%
- Installations générales, agencements et aménagements	15%

Il est à signaler, en outre, que la société procède à l'amortissement accéléré de son matériel et outillage industriel en multipliant par 2 le taux d'amortissement linéaire de 15%. Ce mode, admis par ailleurs fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 3 équipes.

III.3 Stocks

Les stocks se composent comme suit :

- Matières premières, articles de conditionnement, produits en cours de fabrication et produits finis : qui sont comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent
- Pièces de rechange et consommables : comptabilisés selon la méthode de l'inventaire intermittent. Ils sont évalués à la valeur la plus faible du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation.
- Les matières premières et articles de conditionnement sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais d'approche.
- Les produits finis sont valorisés au coût de production de l'année, qui comprend le coût des matières premières et la quote-part des frais directs et indirects rattachés à la production ; et
- Les produits semi-finis, sont valorisés au coût engagé en fonction de l'avancement du stade de fabrication

III.4 Emprunts

Les emprunts figurent aux passifs du bilan pour la partie débloquée sous la rubrique passifs non courants, la partie à échoir dans un délai inférieur à une année est reclassée parmi les passifs courants.

III.5 Contrats de location financement

Les contrats de crédit-bail sont examinés pour être qualifiés en contrats de location financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Les immobilisations corporelles acquises en vertu d'un contrat de location financement sont enregistrées au bilan à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif. Le loyer est défalqué entre remboursement du principal et charges financières selon le taux d'intérêt effectif du contrat. Les charges financières sont comptabilisées en charge de l'exercice à moins qu'elles ne soient capitalisées dans le coût d'un actif qualifiant.

En l'absence de certitude raisonnable quant au transfert de propriété, les immobilisations acquises par voie d'un contrat de location financement sont amorties selon la méthode linéaire sur la période la plus courte entre la durée d'utilité et la durée des contrats.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

III.6 Les frais préliminaires et charges à répartir

Il s'agit des frais attachés à des opérations conditionnant l'existence, ou le développement de la société, engagés au moment de la création de la société, ou ultérieurement à cette date dans le cadre d'une extension, de l'ouverture d'un nouvel établissement ou d'une modification de son capital.

Les frais préliminaires sont portés à l'actif du bilan en charges reportées dans la mesure où ils sont nécessaires à la mise en exploitation de la société et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés.

Ces frais englobent toutes les charges antérieures à l'introduction en bourse et ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de la date de ladite introduction en bourse avec un délai maximal de cinq ans, à partir de leur engagement.

III.7 Politique de provision pour dépréciation des créances douteuses

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements contractuels ou des difficultés financières du créancier.

L'estimation des éventuelles provisions pour dépréciation est effectuée sur la base d'un état détaillé des créances douteuses adressé par la direction financière de la société à la direction juridique qui donne un avis motivé sur le sort de chaque créance. La nécessité ou non de constituer des provisions est du ressort la direction générale.

III.8 Provisions pour risques et charges

Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. Celle-ci peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement. Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixe de façon précise sont classées en passifs non courants.

III.9 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

III.10 Comptabilisation des revenus

Les revenus sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies : la société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété, le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable, il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat.

III.11 Les règles de prises en compte des gains et des pertes de change

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées en appliquant :

- Pour les ventes : le taux de change journalier de la BCT ;
- Pour les achats de biens : le taux de change figurant sur les documents douaniers ;
- Pour les achats de services, règlements et encaissements : le taux de change du jour de l'opération.

A la date de clôture de l'exercice, les actifs et les passifs monétaires courants sont évalués en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les pertes et gains de change en résultant sont constatés en résultat de l'exercice.

III.12 Règles de classification et méthode d'évaluation des placements

1. Classification

Les placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que l'entreprise n'a pas l'intention de conserver pour plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance.

Les placements à long terme

a- Les titres de participation : Il s'agit des titres détenus dans l'intention de conservation durable en vue d'exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une

influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales.

b- Les titres immobilisés : Il s'agit des titres autres que les titres de participation que l'entreprise a l'intention de conserver durablement notamment pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue période ainsi que les titres dont la conservation durable est subie plutôt que voulue sous l'effet de contraintes juridiques.

2. Evaluation

Les placements à court terme

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat sur les titres cotés très liquides. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Les placements à long terme

A la date de clôture, il est procédé à l'évaluation des placements à long terme à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour déterminer la valeur d'usage, la société prend en compte plusieurs facteurs tels que la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

III.13 Note sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Le management de la société n'a identifié aucun événement survenu entre la date de clôture de la période et la date de publication des états financiers et qui est lié à des conditions existants à la date de clôture et qui peut entraîner une modification importante des actifs ou des passifs de la société ou qui risque d'avoir des répercussions importantes sur ses activités futures.

IV. Notes relatives au bilan

IV.1 Immobilisations incorporelles (En DT)

Les immobilisations incorporelles nettes totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 833.205 DT contre 933.959 DT au 31 décembre 2016. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Logiciels	324 501	313 445
Sites Web	9 640	2 140
Concessions, marques, brevets et licences	3 099 880	2 830 636
Dépenses en recherche et développement	271 972	271 972
Total immobilisations incorporelles	3 705 993	3 418 193
Total amortissements cumulés	<2 872 788>	<2 484 234>
Total immobilisations incorporelles nettes	833 205	933 959

IV.2 Immobilisations corporelles (En DT)

Le solde net des immobilisations corporelles s'élève au 31 décembre 2017 à 39.696.855 DT contre 31.707.384 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Terrains	4 222 771	4 129 771
Constructions	8 144 405	8 034 494
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	11 056 388	10 640 844
Matériel industriel	64 317 354	57 914 368
Outillage industriel	2 134 749	2 010 357
Matériel de conditionnement	628 134	628 134
Matériel de transport	5 002 875	4 790 597
Mobilier & matériel de bureau	714 892	698 909
Matériel informatique	884 512	815 234
Immobilisations corporelles en cours	5 080 830	3 628 307
Avances aux fournisseurs d'immobilisations	4 419 105	-
Total immobilisations corporelles	106 606 015	93 291 015
Total amortissements cumulés	<66 909 160>	<61 583 631>
Total immobilisations corporelles nettes	39 696 855	31 707 384

Tableau de variation des immobilisations incorporelles et corporelles

En Dinar Tunisien	Valeurs brutes				Amortissements & provisions				V C N	
	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	31/12/2017	31/12/2016	Dotations	Cessions	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Logiciels	313 445	11 056	-	324 501	<250 985>	<27 935>	-	<278 920>	62 460	45 581
Sites Web	2 140	7 500	-	9 640	<2 140>	-	-	<2 140>	-	7 500
Concessions, marques, brevets et licences	2 830 636	269 244	-	3 099 880	<2 210 686>	<306 225>	-	<2 516 911>	619 950	582 969
Dépenses en R&D	271 972	-	-	271 972	<20 423>	<54 394>	-	<74 817>	251 549	197 155
Immobilisations incorporelles	3 418 193	287 800	-	3 705 993	<2 484 234>	<388 554>	-	<2 872 788>	933 959	833 205
Terrains	4 129 771	93 000	-	4 222 771	-	-	-	-	4 129 771	4 222 771
Constructions	8 034 494	109 911	-	8 144 405	<3 796 332>	<395 445>	-	<4 191 777>	4 238 162	3 952 628
Inst. Gén. Agc. & Amg. Divers	10 640 844	415 544	-	11 056 388	<7 015 577>	<927 853>	-	<7 943 430>	3 625 267	3 112 958
Matériels industriel	57 914 368	6 652 986	<250 000>	64 317 354	<44 407 370>	<3 488 984>	250 000	<47 646 354>	13 506 998	16 671 000
Outillage industriel	2 010 357	124 392	-	2 134 749	<1 687 862>	<134 895>	-	<1 822 757>	322 495	311 992
Matériel de conditionnement	628 134	-	-	628 134	<625 983>	<1 124>	-	<627 107>	2 151	1 027
Matériel de transport	4 790 597	466 308	<254 030>	5 002 875	<2 896 066>	<711 193>	252 074	<3 355 184>	1 894 531	1 647 691
Mobilier & matériel de bureau	698 909	15 983	-	714 892	<521 641>	<57 844>	-	<579 485>	177 268	135 407
Matériel informatique	815 234	69 278	-	884 512	<632 801>	<110 266>	-	<743 067>	182 433	141 445
Immobilisations corporelles en cours	3 628 307	1 452 523	-	5 080 830	-	-	-	-	3 628 307	5 080 830
Avances aux fournisseurs d'immo.	-	4 419 105	-	4 419 105	-	-	-	-	-	4 419 105
Immobilisations corporelles	93 291 015	13 819 030	<504 030>	106 606 015	<61 583 631>	<5 827 603>	502 074	<66 909 160>	31 707 384	39 696 855
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	96 709 208	14 106 830	<504 030>	110 312 008	<64 067 865>	<6 216 157>	502 074	<69 781 948>	32 641 343	40 530 060

IV.3 Immobilisations financières (En DT)

Les immobilisations financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2017 à 8.216.277 DT contre 8.069.657 DT au 31 décembre 2016 et elles sont détaillées comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Titres "Société Prochimica" (*)	7 762 600	7 762 600
Emprunt obligataire national	20 000	20 000
Titres immobilisés – droit de propriété	500	500
Dépôts et cautionnements	509 116	355 533
Total immobilisations financières brutes	8 292 216	8 138 633
Provisions pour dépréciation	<75 939>	<68 976>
Total immobilisations financières nettes	8 216 277	8 069 657

(*) La société « UNIMED » détient une participation de 17,81% dans le capital de la société Promochimica et aucune provision pour dépréciation n'est constituée sur ces titres.

IV.4 Autres actifs non courants (En DT)

Les autres actifs non courants nets s'élèvent au 31 décembre 2017 à 148.300 DT contre 247.166 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Charges à répartir	296 599	296 599
Résorptions cumulées	<148 299>	<49 433>
Total autres actifs non courants net	148 300	247 166

Les charges à répartir sont relatives aux coûts engagés dans le cadre de l'introduction en bourse de la société. La résorption de ces frais a commencé au cours du mois de mai 2016 sur une période de 3 ans.

IV.5 Stocks (En DT)

Le solde net des stocks s'élève à 22.491.634 DT au 31 décembre 2017 contre 20.064.796 DT au 31 décembre 2016. Les stocks sont détaillés comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Matières premières	7 702 786	6 295 718
Conditionnements	6 182 463	4 770 158
Encours en sous-traitance	565 325	268 102
Produits finis en sous-traitance	236 892	1 045 862
Encours	917 281	880 001
Produits finis	3 848 043	3 865 898
Pièces de rechange	3 140 199	2 793 076
Réactifs Laboratoires	501 934	317 311
Stock Consommables	307 055	325 589
Total des stocks bruts	23 401 978	20 561 715
Provisions pour dépréciation des stocks MP et AC	<594 104>	<310 138>
Provisions pour dépréciation des stocks PF et PSF	<166 839>	<26 335>
Provisions pour dépréciation des stocks PDR	<149 401>	<160 445>
Total des stocks nets	22 491 634	20 064 796

IV.6 Clients et comptes rattachés (En DT)

Le solde net des clients et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2017 à 13.901.891 DT contre 12.985.025 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Clients ordinaires locaux	3 645 760	6 290 474
Clients, effets à recevoir	265 819	-
Clients ordinaires étrangers	9 990 312	6 694 551
Clients, douteux ou litigieux	1 174 997	1 164 552
Total des comptes clients bruts	15 076 888	14 149 577
Provisions pour dépréciation des créances	<1 174 997>	<1 164 552>
Total des comptes clients nets	13 901 891	12 985 025

IV.7 Autres actifs courants (En DT)

Le solde net des autres actifs courants s'élève au 31 décembre 2017 à 5.641.071 DT contre 4.684.726 DT au 31 décembre 2016. Les autres actifs courants se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Fournisseurs avances & acomptes	72 096	232 277
Fournisseurs, créances sur emballages à rendre	3 470	3 470
Personnel, avances & acomptes	300 355	392 326
Etat, impôts & taxes	4 086 172	3 108 090
Etat, saisie provisoire	970 389	970 389
Débiteurs divers	488 750	245 252
Charges constatées d'avance	32 042	13 580
Total autres actifs courants	5 953 274	4 965 384
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	<312 203>	<280 658>
Total autres actifs courants nets	5 641 071	4 684 726

IV.8 Liquidités et équivalents de liquidités (En DT)

Le solde des liquidités et équivalents de liquidités s'élève au 31 décembre 2017 à 10.834.786 DT contre 12.694.052 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Placement courants	116	116
Chèques à l'encaissement	385 683	166 676
Banques en DT	10 222 152	11 217 489
Banques en devises	222 025	1 300 812
CCP et e-dinars	1 575	1 575
Caisse	3 235	7 384
Total liquidités et équivalents de liquidités	10 834 786	12 694 052

IV.9 Capitaux propres (En DT)

Le solde des capitaux propres s'élève au 31 décembre 2017 à 82.622.654 DT contre 76.709.168 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Capital	32 000 000	29 250 000
Primes d'émission	-	5 352 000
Réserve légale	2 925 000	2 545 000
Réserves statutaires	2 777 847	2 777 847
Réserves libres	25 256 506	19 513 868
Réserves spéciales de réinvestissement	7 086 040	6 143 040
Subventions d'investissement	44 686	82 525
Total des capitaux propres avant résultat	70 090 079	65 664 280
Résultat net de l'exercice	12 532 575	11 044 888
Total des capitaux propres avant affectation	82 622 654	76 709 168

Le résultat par action se présente comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Résultat net	12 532 575	11 044 888
Nombre d'actions moyen pondéré	30 922 603	27 051 167
Résultat par action (DT)	0,405	0,408

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital Social (1)	Réserve Légale	Réserves de réinvestissement (2)	Autres réserves	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement (3)	Total des CP avant affectation
Situation au 31 décembre 2016	29 250 000	2 545 000	6 143 040	27 643 715	11 044 888	82 525	76 709 168
Affectation en réserves et résultats reportés	-	380 000	3 693 000	6 971 888	<11 044 888>	-	-
Dividendes distribués	-	-	-	<6 581 250>	-	-	<6 581 250>
Augmentation de capital	2 750 000	-	<2 750 000>	-	-	-	-
Résorption des subventions d'investissement	-	-	-	-	-	<37 839>	<37 839>
Résultat au 30 juin 2017	-	-	-	-	12 532 575	-	12 532 575
Situation au 30 juin 2017	32 000 000	2 925 000	7 086 040	28 034 354	12 532 575	44 686	82 622 654

(1) Le capital social est passé de 29.250.000 DT au 31 décembre 2016 à 32.000.000 DT au 31 décembre 2017 suite à une augmentation de capital par voie d'incorporation des réserves de réinvestissements totalisant 2.750.000 DT et ce, selon le PV de l'AGE du 23 mai 2017.

(2) Les dividendes décidés par l'AGO du 23 mai 2017 s'élèvent à 6.581.250 DT soit 0,225 DT par action (avec un nombre total des actions de 29.250.000) et ont été payés le 31 juillet 2017.

(3) Le détail de la subvention d'investissements se présente comme suit :

Nature	Donneur	Etendue	Nouvelle subvention 2017	QP inscrite au résultat 2016 et antérieur	QP inscrite au résultat 2017	Valeur au 31/12/2017	Conditions non remplies
Projet de tri-génération	PROPARCO	126 129	-	43 604	37 839	44 686	Néant
TOTAL		126 129	-	43 604	37 839	44 686	

IV.10 Emprunts (En DT)

Le solde des emprunts à long terme s'est élevé au 31 décembre 2017 à 3.903.282 DT contre un solde au 31 décembre 2016 de 1.421.435 DT. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Emprunt - AB	-	829 635
Emprunt - Leasing	403 282	591 800
Emprunt - BH	3 500 000	-
Total Emprunts	3 903 282	1 421 435

IV.11 Autres passifs non courants (En DT)

Les passifs non courants sont constitués par la provision pour des risques divers pour 1.053.234 DT en 2017 contre 837.483DT au 31 décembre 2016.

IV.12 Fournisseurs et comptes rattachés (En DT)

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève au 31 décembre 2017 à 4.851.799 DT contre 6.645.885 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Fournisseurs d'exploitation locaux	786 642	840 423
Fournisseurs locaux, effets à payer	91 437	99 021
Fournisseurs, factures non parvenues	5 595	185 935
Fournisseurs d'exploitation étrangers	3 900 533	5 427 230
Fournisseurs étrangers, actualisation à la clôture	67 592	93 276
Total des dettes fournisseurs	4 851 799	6 645 885

IV.13 Autres passifs courants (En DT)

Le solde des autres passifs courants s'élève au 31 décembre 2017 à 7.869.708 DT contre 6.256.921 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Personnel & comptes rattachés	923 760	690 783
Etat, impôts & taxes	4 130 201	3 473 013
Actionnaires, dividendes à payer	488 225	485 661
Sécurité sociale	1 094 793	765 692
Créditeurs divers	954	4 853
Produits perçus d'avance	-	17 245
Charges à payer	1 231 775	819 674
Total des autres passifs courants	7 869 708	6 256 921

IV.14 Autres passifs financiers (En DT)

Le solde des autres passifs financiers s'élève au 31 décembre 2017 à 1.455.748 DT contre 2.515.873 DT au 31 décembre 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Échéances à moins d'un an, AB	829 635	1 991 125
Échéances à moins d'un an, UBCI leasing	571 309	518 023
Intérêts courus	54 804	6 725
Total des autres passifs financiers	1 455 748	2 515 873

V. Notes relatives à l'état de résultat

V.1 Revenus (En DT)

Les revenus se sont élevés au 31 décembre 2017 à 70.345.051 DT contre 64.861.921 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2017</i>	<i>Déc. 2016</i>
Ventes à l'export	26 352 385	24 100 254
Ventes locales	43 992 666	40 761 667
<i>Total revenus</i>	<i>70 345 051</i>	<i>64 861 921</i>

V.2 Autres produits d'exploitation (En DT)

Les autres produits d'exploitation se sont élevés au 31 décembre 2017 à 68.778 DT contre 53.295 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2017</i>	<i>Déc. 2016</i>
Quote-part des subventions d'investissement	37 839	28 047
Subvention d'exploitation	26 572	-
Autres produits d'exploitation	4 367	25 248
<i>Total autres produits d'exploitation</i>	<i>68 778</i>	<i>53 295</i>

V.3 Variation des stocks des produits finis et encours (En DT)

Les stocks de produits finis et encours ont connu une variation négative de 753.356 DT au 31 décembre 2017 contre une variation négative de 1.125.015 DT au 31 décembre 2016.

V.4 Achats d'approvisionnements consommés (En DT)

Les achats d'approvisionnements consommés se sont élevés au 31 décembre 2017 à 28.474.119 DT contre 27.683.108 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>Déc. 2017</i>	<i>Déc. 2016</i>
Matières premières	19 455 919	16 229 113
Articles de conditionnement	8 761 378	8 421 538
Fournitures de conditionnement	265 642	240 264
Fournitures et outillage de Laboratoires	567 400	816 705
Fournitures hygiéniques	81 460	204 446
Produits d'entretien	166 997	180 263
Fournitures de bureau	97 650	138 405
Autres approvisionnements	568 779	582 965
Variation de stocks	<3 830 952>	<1 363 390>
Vêtements de travail	74 742	77 221
Energies (eau, électricité, gaz, carburant)	2 295 738	2 186 378
R.R.R. obtenus sur achats	<30 634>	<30 800>
<i>Total achats d'approvisionnements consommés</i>	<i>28 474 119</i>	<i>27 683 108</i>

V.5 Charges de personnel (En DT)

Les charges de personnel se sont élevées au 31 décembre 2017 à 12.271.971 DT contre 10.208.373 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Salaires & compléments de salaires	10 395 755	8 647 544
Charges sociales légales	1 860 096	1 547 802
Autres charges sociales	16 120	13 027
Total charges de personnel	12 271 971	10 208 373

V.6 Dotations aux amortissements et aux provisions (En DT)

Les dotations aux amortissements et aux provisions se sont élevées au 31 décembre 2017 à 6.993.152 DT contre 5.924.331 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Dot. Amort. des immobilisations incorporelles	388 554	399 667
Dot. Amort. des immobilisations corporelles	5 827 603	5 613 559
Dot. Résorption Charges à répartir	98 866	49 433
Dot. Prov. pour dépréciation des créances	10 445	<303 166>
Dot. Prov. pour dépréciation des autres actifs	31 545	6 867
Dot. Prov. pour dépréciation des stocks	413 425	<52 151>
Dot. Prov. pour dépréciation immobilisations financières	6 963	-
Dot. Prov. pour risques et charges	215 751	210 122
Total dotation aux amortissements et provisions	6 993 152	5 924 331

V.7 Autres charges d'exploitation (En DT)

Les autres charges d'exploitation se sont élevées au 31 décembre 2017 à 6.907.335 DT contre 6.079.281 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Loyers	73 356	83 417
Entretien & réparation	1 404 501	1 766 898
Assurances	407 560	357 500
Etudes & services extérieurs	1 130 916	962 221
Honoraires	873 434	532 609
Transports	607 271	444 071
Frais postaux et de télécom.	59 814	74 657
Services bancaires	151 095	172 630
Missions, réceptions, voyages	588 350	383 608
Relations publiques	863 665	542 128
Dons	53 266	45 360
Frais de restauration	216 469	207 812
Droits, impôts & taxes	477 638	506 370
Total autres charges d'exploitation	6 907 335	6 079 281

V.8 Charges financières nettes (En DT)

Les charges financières nettes s'élèvent au 31 décembre 2017 à un produit de 763.560 DT contre une charge de 305.894 DT au 31 décembre 2016 et se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Intérêts sur emprunts	153 020	191 293
Intérêts des autres opérations de financement	79 700	80 768
Intérêts des comptes courants	78 861	81 118
Frais d'escompte	2 546	65 411
Différence de change	<1 077 687>	<112 696>
Total charges financières nettes	<763 560>	305 894

V.9 Produits des placements (En DT)

Les produits des placements se sont élevés au 31 décembre 2017 à 38.903 DT contre 147.879 DT au 31 décembre 2016 et se rattachant à des produits sur placements courants.

V.10 Autres gains ordinaires (En DT)

Les autres gains ordinaires se sont élevés au 31 décembre 2017 à 106.357 DT contre 717.855 DT au 31 décembre 2016. Ils se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Plus-value de cession d'immobilisations	95 678	41 022
Produits divers ordinaires	10 679	676 833
Total autres gains ordinaires	106 357	717 855

V.11 Autres pertes ordinaires (En DT)

Les autres pertes ordinaires se sont élevées au 31 décembre 2017 à 336.532 DT contre 428.909 DT au 31 décembre 2016. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Déc. 2017	Déc. 2016
Autres pertes ordinaires	312 671	428 909
Amendes et pénalités	23 861	-
Total autres pertes ordinaires	336 532	428 909

VI. Notes sur l'état de flux de trésorerie

Pour la détermination de la variation de la trésorerie, la société a choisi le modèle autorisé pour la présentation de flux de trésorerie et ce, conformément à la norme comptable générale. Les différentes variations sont les suivantes :

VI.1 Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

Les flux provenant de l'exploitation ont dégagé un excédent de 17.495.962 DT et sont retracés par les variations des postes du bilan, les encaissements et décaissements des placements courants et l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions et la quote-part des subventions d'investissement.

VI.2 Flux de trésorerie liés à l'investissement

Les flux affectés à l'investissement ont dégagé un déficit de 13.691.472 DT et se détaillent comme suit :

- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 13.640.522 DT ;
- Encaissement suite à la cession des immobilisations corporelles pour 102.633 DT ;
- Décaissement pour l'acquisition d'immobilisations financières de 155.583 DT constituées par des nouvelles cautions douanières ;

VI.3 Flux de trésorerie liés au financement

Les flux affectés au financement ont dégagé un déficit de 5.671.350 DT et se détaillent comme suit :

- Distributions de dividendes aux actionnaires pour 6.578.686 DT constituées des dividendes décidés au cours de l'AGO du 20/06/2016 totalisant un montant de 6.581.250 DT ajustés par la variation du compte « actionnaires-dividendes à payer » soit 2.564 DT ;
- Encaissement d'un nouvel emprunt bancaire auprès de la BH pour 3.500.000 DT ;
- Remboursement d'emprunts bancaires Amen Bank et d'emprunts leasing pour 2.592.664 DT.

VII. Autres notes complémentaires

VII.1 Identification des parties liées

Les parties liées à la société UNIMED sont les suivants :

- La société ISSIS SUARL
- La société INOX MED SARL
- La société SMB SARL
- La société SARRAHUILES SA
- La société UNIREST SARL
- La société SENAMED SARL
- La société INESTRADE

VII.2 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées survenues en 2017 sont détaillées ci-après :

- Des charges locatives pour un montant de 62.000 DT HYVA d'un bureau sis à Tunis auprès de la société ISSIS.
- Des travaux de construction auprès de SMB pour un décompte de 177.614 DT TVA comprise.
- Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 2.955 DT.
- Des frais de restauration du personnel pour 312.891 DT auprès d'UNIERST.
- Refacturation des charges communes (frais de carburant) aux sociétés INOXMED, SARRAHUILES et SMB pour respectivement 12.619 DT, 3.201 DT et 5.400 DT.
- Les soldes des parties liées au 31 décembre 2017 sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Société	Solde fournisseurs	Débiteurs divers	Effets à l'encaissement	Solde total
INOXMED	<704>	132 619	-	131 915
UNIREST	-	2 222	-	2 222
SENAME	<8 261>	-	-	<8 261>
SARRA HUILES	<266>	9 359	-	9 093
SMB	<4 786>	5 400	23 558	24 171
PROMOCHIMICA	-	109 554	-	109 554
ISSIS Promotion Immobilière	<6 195>	-	-	<6 195>
INESS TRADE	-	1 236	-	1 236
Total	<20 212>	260 390	23 558	263 736

VII.1 Dividendes payés

Les dividendes décidés par l'AGO du 23/05/2017 s'élèvent à 6.581.250 DT soit 0,225 DT par action (avec un nombre total des actions de 29.250.000). Le montant décaissé s'élève à 6.578.686 DT.

VII.2 Emissions, rachats et remboursements de dettes et d'actions

- **Dettes**

Emprunts	Solde au 31.12.2016			Mouvements de la période		Solde au 31.12.2017		
	Total début de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an	Additions	Règlements échéances	Total fin de période	Échéance à + 1 an	Échéance à - 1 an
AMEN BANK 4 MDT	957 746	281 690	676 056	-	<676 056>	281 690	-	281 690
AMEN BANK 8 MDT	1 863 014	547 945	1 315 069	-	<1 315 069>	547 945	-	547 945
BH 3,5 MDT	-	-	-	3 500 000	-	3 500 000	3 500 000	-
Total	2 820 760	829 635	1 991 125	3 500 000	<1 991 125>	4 329 635	3 500 000	829 635

Les emprunts bancaires présentent les conditions suivantes

	Taux d'intérêt	Nombre total des mensualités	Période de grâce	Date dernière échéance	Garanties
AMEN BANK 4 MDT	TMM + 0,75%	91 mois	20 mois	01/05/2018	Voir Eng. Hors Bilan
AMEN BANK 8 MDT	TMM + 0,75%	96 mois	23 mois	20/05/2018	Voir Eng. Hors Bilan
BH 3,5 MDT	TMM + 0,95%	84 mois	36 mois	30/09/2024	Voir Eng. Hors Bilan
Total					

- **Actions**

Suite à la réunion de l'AGE du 23 mai 2017, il y a eu l'émission de 2.750.000 actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de 1 DT et ce, suite à l'incorporation de réserves spéciales de réinvestissement. Aucun remboursement d'actions ordinaires n'a eu lieu durant la période intermédiaire.

VII.3 Immobilisations acquises par voie de leasing

Année	Contrat	Catégorie	Valeur Brute	Échéance à - 1 an	Échéance à + 1 an et - de 5 ans	Taux d'intérêt Effectif	Nbre total des Échéance	Loyer mensuel TTC
2014	N°0292370	Matériel de transport	895 345	96 161	0	7,60%	48	19 451
2015	N°0330180	Matériel de transport	357 443	89 369	39 602	8,31%	48	8 036
2015	N°0344080	Matériel de transport	93 325	24 586	22 154	8,57%	48	2 287
2015	N°0351260	Matériel de transport	180 557	65 256	0	8,35%	36	6 664
2016	N°0351890	Matériel de transport	148 388	53 683	0	8,55%	36	4 749
2016	N°0355320	Matériel de transport	21 203	5 453	6 486	8,77%	48	615
2016	N°0362490	Matériel de transport	174 343	44 345	61 263	8,91%	48	4 299
2016	N°0382250	Matériel de transport	125 281	41 949	41 494	7,97%	36	3 898
2017	N°389700	Matériel de transport	51 064	16 675	22 676	7,50%	36	1 579
2017	N°137954	Matériel de transport	227 598	63 714	92 721	8,30%	36	6 071
2017	N°137956	Matériel de transport	55 589	18 039	26 252	8,30%	36	1 719
2017	N°138311	Matériel de transport	163 317	52 079	90 635	8,30%	36	5 036
Total			2 493 453	571 309	403 282			

Total des paiements minimaux au titre de la location au 31-12-2017	1 131 294
Valeur actualisée des paiements au titre de la location	1 131 294
Ecart	-
Loyer conditionnels inclus dans les charges de la période	-
Total à la date de clôture des futurs paiements minimaux de contrats de sous-location que l'on s'attend à recevoir au titre de sous location non réalisables	-

VII.4 Engagements hors bilan

Type d'engagement	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Entreprises liées	Associés	Observations
Engagements Donnés						
a) Garanties personnelles						
-Cautionnement	2 757 364	UBCI				
	460 388	AMEN BANK				
b) Garanties réelles						
-Hypothèque	12 000 000	AMEN BANK				Une hypothèque sur l'ensemble de la propriété constituée par les parcelles n°32-33-34-35-36 du plan de lotissement de la zone industrielle de Kalaa Kébira a été accordée à la Banque en avril 2010
-Nantissement	12 000 000	AMEN BANK				Un nantissement sur une liste d'équipement d'exploitation de l'entreprise a été accordé à la Banque en avril 2010
-Nantissement	3 500 000	BH				Un nantissement de la ligne tri-génération
c) Effets escomptés et non échus						
	1 097 735	UBCI				
	1 251 342	UIB				
	2 164 751	BH				
	580 904	STB				
	6 178 794	AMEN BANK				
d) Créances à l'exportation mobilisées						
	5 263 159	AMEN BANK				
Total	47 254 437					
Engagements reçus						
Néant						
Total						
Engagements réciproques						
Néant						
Total						

VII.5 Les dettes garanties par des sûretés

Postes concernés	Montant garanti	Restant dû au 31/12/2017	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie	Provisions
• Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant	Néant
• Emprunt d'investissement	15 500 000	4 329 635	6 945 417	Néant
• Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant	Néant
• Autres	Néant	Néant	Néant	Néant

VII.6 Tableau de passage des charges par nature aux charges par destination

Rubrique	Montant	Ventilation			
		Coût de production	Frais de distribution	Frais d'administration	Autres charges
Achats d'approvisionnements consommés	28 474 119	28 292 649	136 578	7 378	37 514
Charges de personnel	12 271 971	7 839 801	1 992 074	1 828 621	611 475
Dotation aux Amort. & Prov.	6 993 150	5 957 734	466 715	495 591	73 110
Autres charges d'exploitation	6 907 337	1 729 213	2 464 809	2 039 848	673 468
Charges financières nettes	< 763 560 >	-	-	-	<763 560>
Autres pertes ordinaires	336 532	-	-	-	336 532
Impôt sur les sociétés	3 053 609	-	-	-	3 053 609
Total	57 273 158	43 819 396	5 060 176	4 371 437	4 022 149

VII.7 Soldes intermédiaires de gestion (En Dinar Tunisien)

Produits	31.12.2017	31.12.2016	Charges	31.12.2017	31.12.2016	Soldes	31.12.2017	31.12.2016
CA Local	40 958 562	40 761 667	Stockage	<753 356>	<1 125 015>			
CA Export	29 386 489	24 100 254						
Autres produits d'exploitation	68 778	53 295						
Total	70 413 829	64 915 216	Total	<753 356>	<1 125 015>	Production	69 660 473	63 790 201
Production	69 660 473	63 790 201	Achats consommés	28 474 119	27 683 108	Marge sur coût matière	41 186 354	36 107 093
Marge sur coût matière	41 186 354	36 107 093	Autres charges externes	6 429 697	5 572 911	Valeur ajoutée	34 756 657	30 534 182
Valeur ajoutée	34 756 657	30 534 182	Charges de personnel	12 271 971	10 208 373			
			Impôts et taxes	477 638	506 370			
			Total	12 749 609	10 714 743	Excédent brut d'exploitation	22 007 048	19 819 439
Excédent brut d'exploitation	22 007 048	19 819 439	Charges financières nettes	<763 560>	305 894			
Autre gains ordinaires	106 357	717 855	Autres pertes ordinaires	336 532	428 909			
Produits de placement	38 903	147 879	Dotations aux amort et prov	6 993 152	5 924 331			
			Impôt sur les bénéfices	3 053 609	2 981 151			
Total	22 152 308	20 685 173	Total	9 619 733	9 640 285	Résultat net des activités ordinaires	12 532 575	11 044 888

Rapport Général

Tunis, le 07 mai 2018

Mesdames et Messieurs les actionnaires

de la Société « UNIMED »

Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale du 20 juin 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société Unité de Fabrication des Médicaments «UNIMED», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2017, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 82.622.654 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à 12.532.575 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Evaluation des stocks

Les stocks, figurent au bilan au 31 décembre 2017 pour une valeur nette de 22.491.634 DT et représentent l'un des postes les plus importants du bilan. Au 31 décembre 2017, la provision sur les stocks s'élève à 910.344 DT.

Les stocks sont valorisés à leur coût d'achat hors taxes récupérables majoré par les frais accessoires d'achats (matières premières, articles de conditionnement, pièces de rechange et consommables) et à la valeur la plus faible du coût de production et de la valeur nette de réalisation pour les éléments produits (produits finis et semi-finis).

Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté à valider l'existence physique des stocks à la date de clôture et à vérifier que l'évaluation de leurs coûts est conforme aux dispositions de la norme comptable NCT 04 relative au stock et à apprécier les données et les hypothèses retenues par la direction pour déterminer la valeur de réalisation nette et l'estimation des provisions sur stocks.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion sans réserves exprimée ci-dessus, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les situations suivantes :

- La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal approfondi en matière d'impôts, droits et taxes et portant sur les exercices 2004 à 2007 et ayant abouti à une taxation d'office de l'ordre de 1.815 mille dinars dont 845 mille dinars ont été décaissés en 2011 et le reliquat s'élevant à 970 mille dinars a été saisi sur le crédit de TVA à restituer. En date du 02 avril 2014, un jugement de première instance a été prononcé en faveur de la société « UNIMED » réduisant le montant restant dû à 331 mille dinars. Ce jugement a été attaqué devant la cour d'appel par la société et par l'administration fiscale. A ce jour, aucun jugement définitif n'a été prononcé par la cour d'appel.
- La société a reçu à la date du 13 septembre 2017 une notification pour un contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015 et portant sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise ayant abouti à un redressement de 2.450 mille DT. Suite à l'opposition de la société aux résultats de contrôle, le montant du redressement a été réduit à 1.056 mille dinars et ce, selon la réponse de l'administration fiscale parvenue en date du 20 avril 2018.

La société a envoyé le 2 mai 2018 une deuxième réponse aux autorités compétentes et les procédures liées à ce contrôle sont toujours en cours à la date du présent rapport.

Sur la base des informations disponibles à ce jour, les issues finales des situations décrites ci-dessus ne peuvent pas être estimées de façon précise. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que les informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur. La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimé nécessaire de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur

Conseil Audit Formation

Abderrahmen Fendri

Rapport Spécial

Tunis, le 07 mai 2018

Mesdames et Messieurs les actionnaires

de la Société « UNIMED »

Zone Industrielle Kalaa Kébira, Sousse

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées :

Votre conseil d'administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

- La société UNIMED a accordé le 28 décembre 2017 un prêt à la société INOXMED de 120.000 DT qui sera remboursé avant le 28 juin 2018.
- La société UNIMED a accordé un prêt en compte courant associé à la société PROMOCHIMICA de 109.554 DT

B- Conventions et opérations conclues durant les exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2017 :

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

- Des charges locatives pour un montant de 62.000 DT HYVA d'un bureau sis à Tunis auprès de la société ISSIS.
- Des travaux de construction auprès de SMB pour un décompte de 177.614 DT TVA comprise.

- Des achats d'huile d'olive auprès de SARRAHUILES pour un montant de 2.955 DT.
- Des frais de restauration du personnel pour 312.891 DT auprès d'UNIERST.
- Refacturation des charges communes (frais de carburant) aux sociétés INOXMED, SARRAHUILES et SMB pour respectivement 12.619 DT, 3.201 DT et 5.400 DT.

C- Rémunération des dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales se détaillent comme suit :

- Les salaires bruts servis au Président Directeur Général s'élèvent au titre de l'exercice 2017 à 706.332 DT (soit un net annuel de 464.300 DT). La somme des rémunérations nettes dues au Président Directeur Général s'élève à un solde de 64.000 DT au 31 décembre 2017.
- Le Directeur Général Adjoint du pôle administratif et financier perçoit une rémunération annuelle brute de 139.856 DT (soit un net annuel de 85.550 DT). La somme des rémunérations nettes dues au Directeur Général Adjoint s'élève à un solde de 11.000 DT au 31 décembre 2017.
- Le Directeur Général Adjoint du pôle technique perçoit une rémunération annuelle brute de 124.067 DT (soit un net annuel de 76.479 DT). La somme des rémunérations nettes dues au Directeur Général Adjoint s'élève à un solde de 10.512 DT au 31 décembre 2017.

Par ailleurs, ces dirigeants bénéficient d'une voiture de fonction avec prise en charge des frais s'y rattachant et de frais de communications téléphoniques.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivant et 475 du code des sociétés commerciales.

Conseil Audit Formation

Abderrahmen Fendri